



Séance ordinaire du mardi 28 septembre 2021

L'an deux-mille-vingt-et-un et le vingt-huit septembre, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Extrait du registre des délibérations de Montpellier Méditerranée Métropole

Aménagement durable

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Tasnime AKBARALY, Christian ASSAF, Florence AUBY, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Christophe BOURDIN, Florence BRAU, Véronique BRUNET, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michelle CASSAR, Stéphane CHAMPAY, Roger-Yannick CHARTIER, Bernadette CONTE-ARRANZ, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Serge DESSEIGNE, Zohra DIRHOUSI, Fanny DOMBRE-COSTE, Alenka DOULAIN, Maryse FAYE, Mylène FOURCADE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Régine ILLAIRE, Laurent JAUL, Frédéric LAFFORGUE, Nathalie LEVY, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Isabelle MARSALA, Jacques MARTINIER, Marie MASSART, Jean-Luc MEISSONNIER, Cyril MEUNIER, Patricia MIRALLES, Julien MIRO, Séverine MONIN, Véronique NEGRET, Laurent NISON, Marie-Delphine PARPILLON, Bruno PATERNOT, Eric PENSO, Joël RAYMOND, René REVOL, Manu REYNAUD, Catherine RIBOT, Jean-Pierre RICO, François RIO, Sylvie ROS-ROUART, Séverine SAINT-MARTIN, Jean-Luc SAVY, Mikel SEBLIN, Charles SULTAN, Radia TIKOUK, Isabelle TOUZARD, Joëlle URBANI, Claudine VASSAS MEJRI, Patricia WEBER.

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Mohed ALTRAD, William ARS, Michel ASLANIAN, Mathilde BORNE, Michel CALVO, Brigitte DEVOISSELLE, Hind EMAD, Julie FRÊCHE, Guy LAURET, Max LEVITA, Eliane LLORET, Nicole MARIN-KHOURY, Arnaud MOYNIER, Clothilde OLLIER, Yvon PELLET, Célia SERRANO, François VASQUEZ.

Absent(es) / Excusé(es) :

Emilie CABELLO, Abdi EL KANDOUSSI, Jean-Noël FOURCADE, Clara GIMENEZ, Stéphanie JANNIN, Lionel LOPEZ, Hervé MARTIN, Céline PINTARD, Anne RIMBERT, Agnès SAURAT, Philippe SAUREL, Bernard TRAVIER, Joël VERA

Aménagement durable - Convention relative au rétablissement des voies de communication suite au déplacement de l'A9 entre ASF et Montpellier Méditerranée Métropole - Chemin du Pradas à Baillargues - Autorisation de signature

Monsieur Frédéric LAFFORGUE, Vice-Président, rapporte :

Suite au décret du 30 avril 2007 déclarant d'utilité publique la construction du dédoublement de l'autoroute A9 au droit de Montpellier et la décision ministérielle du 09 mai 2012 approuvant l'avant-projet sommaire de la construction du dédoublement de l'autoroute A9 au droit de Montpellier, le Chemin du Pradas, parallèle au Nord et au Sud à l'autoroute, en rive droite du Bérange, a été impacté par l'élargissement de la plateforme autoroutière et avait fait l'objet d'une convention de rétablissement en date du 10 janvier 2013.

Vu l'article 4.2 du Cahier des Charges annexé à la convention de concession du 10 janvier 1992 relatif au rétablissement des communications des collectivités locales, l'objet de la présente convention est de définir les conditions techniques, administratives et financières du rétablissement par ASF des voies de communication interrompues par la réalisation des travaux du déplacement de l'autoroute A9 au droit de Montpellier mais également de définir les responsabilités entre ASF et la Métropole au droit du ou des futurs ouvrages d'art franchissant l'autoroute.

Dans le cadre de la présente convention, ASF s'engage à rétablir, et la collectivité à accepter, le chemin du Pradas dans sa partie située au nord de l'autoroute A9, au droit de la plateforme de péage, et son raccordement aux voies rencontrées sur la Commune de Baillargues. La présente convention prendra effet le jour de sa signature par les parties et durera jusqu'à la fin du contrat de concession qui lie ASF à l'Etat.

En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :

- D'autoriser la signature de la convention relative au rétablissement des voies de communication entre ASF et Montpellier Méditerranée Métropole et en accepter les termes ;
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer la convention ainsi que tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 68 voix

Contre : 0 voix

Abstentions : 11 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 08/10/21

Pour extrait conforme,

Monsieur Le Président

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 8 octobre 2021

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20210928-164689-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 08/10/21

Liste des annexes transmises en préfecture:

- convention + annexes

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.